

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1103^e
SÉANCE

Mercredi 14 décembre 1966,
à 15 h 35

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Point 47 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission</i>	505
<i>Point 41 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Action dans le domaine du développement industriel (suite):</i>	
<i>b) Rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite)</i>	505

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle
(fin)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.943)

1. M. REISCH (Autriche) [Rapporteur] présente le projet de rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour.

Le projet de rapport (A/C.2/L.943) est adopté.

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel
(suite):

b) Rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite) [A/6369 et Add.1 et 2, A/6468 et Add.1, A/6473 et Add.1, A/6474 et Add.1, A/6504, A/6531 et Add.1, A/6548, A/C.2/232, A/C.2/L.935, A/C.2/L.948]

2. M. Donald MACDONALD (Canada) rappelle qu'il a posé au cours des délibérations plusieurs questions concernant les incidences financières de l'installation du siège de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en dehors de New York. Le représentant du Canada espère que le Secrétariat est désormais en mesure d'y répondre.

3. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), parlant au nom du Secrétaire général, souligne que les incidences financières des différents emplacements sont analysées dans le document A/C.2/L.935. Il appelle plus spécialement l'attention sur la première phrase du paragraphe 9 de ce document.

Bien que l'emplacement du siège de l'ONUDI puisse avoir de l'importance pour tel ou tel expert, il est difficile d'évaluer l'influence de ce facteur sur le recrutement d'experts dans leur ensemble. Si le siège est installé en dehors de New York, il sera probablement nécessaire de créer un bureau de liaison chargé d'assurer les contacts avec des organismes tels que le Programme des Nations Unies pour le développement, le Département des affaires économiques et sociales et les institutions financières de Washington. Il est trop tôt pour évaluer le coût d'un bureau de liaison de ce genre; ce dernier dépendra de l'envergure du programme de travail du Conseil du développement industriel et du degré de coordination qu'il sera nécessaire d'établir entre l'ONUDI et d'autres organismes. Les incidences financières du bureau de liaison seront également fonction du lieu précis choisi pour le siège l'ONUDI.

4. Le Secrétaire général est convaincu que l'ONUDI peut être installée à New York ou à Genève si l'Assemblée générale en décide ainsi. Il ressort du document A/C.2/L.935 que l'installation de l'ONUDI dans une autre ville pourrait entraîner pendant quelque temps une certaine désorganisation, encore qu'aucune difficulté majeure ne soit à craindre. Le Secrétaire général hésite à se prononcer sur l'opportunité de concentrer les organismes des Nations Unies à New York et à Genève; il s'agit là, à son avis, d'une décision politique qu'il appartient aux Etats Membres de prendre au mieux des intérêts de l'Organisation des Nations Unies tout entière.

5. M. Donald MACDONALD (Canada) estime que les réponses fournies par le Directeur exécutif ne sont pas satisfaisantes. Le Service du personnel recrute des experts depuis quelque temps déjà et il est certainement à même de formuler une opinion touchant l'influence sur ce recrutement des divers emplacements proposés pour l'ONUDI. Il existe à New York d'autres bureaux de liaison des organismes des Nations Unies et il aurait été facile au Secrétariat de faire part à la Commission des conclusions qu'il a tirées de son expérience dans ce domaine. Qui plus est, le Secrétaire général a déjà fait valoir dans son avant-propos au projet de budget pour l'exercice 1967 que les services organiques du Secrétariat ne pouvaient s'acquitter effectivement de leurs tâches sans le concours des services administratifs centraux, du Service des conférences et des services généraux qui les appuient^{1/}. Il est par conséquent regrettable que le Secrétaire général n'ait pas jugé utile de fournir à la Commission d'autres renseignements sur les incidences des divers emplacements.

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 5, par. 20.

6. M. BELEOKEN (Cameroun) fait valoir que la Commission dispose de toutes les données nécessaires, qu'elle a décidé de régler cette question à la présente session et qu'elle doit par conséquent arrêter la procédure de vote appropriée.

7. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) donne lecture du texte provisoire de la proposition de la délégation libanaise concernant la procédure de vote devant être adoptée par la Commission.

8. M. PIÑERA (Chili) estime qu'il y a lieu de préciser la notion de majorité absolue figurant dans le texte soumis par la délégation libanaise et que de nouveaux scrutins limités seraient préférables au tirage au sort par le Président en cas de partage égal des voix à un stade quelconque de la procédure de vote.

9. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que la décision finale sur l'emplacement de l'ONUDI devrait être subordonnée à la conclusion d'un accord satisfaisant concernant le siège et à l'engagement pris par le pays hôte de couvrir les frais supplémentaires qui découleraient de l'installation de l'ONUDI en dehors de New York. Le représentant du Royaume-Uni exprime l'espoir qu'un paragraphe additionnel précisant ce point sera ajouté au rapport de la Commission.

10. M. RAHNEMA (Iran) dit que s'agissant d'une question aussi importante, aucun tirage au sort ne doit avoir lieu à un stade quelconque. Il propose par conséquent que le paragraphe VIII soit modifié pour prévoir un nouveau scrutin limité et non un tirage au sort en cas de partage égal des voix.

11. M. WILMOT (Ghana) appuie cette suggestion. Les mots "majorité des voix des membres présents et votants" au paragraphe VII doivent être clairement définis, et, puisqu'il ne sera pas possible de s'abstenir, ce membre de phrase pourrait être modifié de la façon suivante: "majorité des voix des membres présents dont les votes seraient valables".

12. Selon M. CHAMMAS (Liban), pour éviter une nouvelle et longue discussion de procédure tant à la Commission qu'à l'Assemblée générale, il est essentiel que la Commission parvienne à une décision unanime. C'est pourquoi, la délégation libanaise retirera immédiatement sa proposition s'il devient évident qu'aucun consensus n'est en vue; sa délégation est prête en même temps à accepter toute modification qui aurait l'appui unanime de la Commission.

13. Bien que l'Article 10 du Statut de la Cour internationale de Justice mentionne une "majorité absolue des voix", cette expression ne figure pas dans la Charte des Nations Unies. Pour lever toute équivoque, le chiffre 62 a par conséquent été inclus dans le paragraphe IV. La délégation libanaise est disposée à accepter la proposition iranienne, encore que le tirage au sort représente à son avis le meilleur moyen d'éviter des scrutins interminables. De même, le paragraphe VII pourrait être modifié conformément à la suggestion du représentant du Ghana, bien que les mots "présents et votants" paraissent suffisants pour exclure ceux dont les bulletins seraient nuls.

14. M. VARELA (Panama) dit que la Commission doit mettre fin à la discussion de procédure et voter

conformément à son règlement intérieur, puisque aucun consensus sur une procédure différente ne semble en vue. Le Panama est hostile à toute proposition qui ne serait pas conforme au règlement intérieur.

15. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) exprime l'espoir que l'on n'attachera pas une importance démesurée à la question des contributions financières du gouvernement hôte. Les pays en voie de développement, dont un grand nombre ont subi pendant de longues années l'exploitation coloniale, supportent déjà des charges financières très lourdes. En ce qui concerne l'immunité diplomatique, on peut supposer que le gouvernement hôte assumera les responsabilités diplomatiques qui lui incombent.

16. En décidant de voter au scrutin secret et d'adopter une procédure d'élimination, la Commission a montré qu'elle n'entendait pas régler la question à l'étude conformément aux règles normales de procédure. M. Malecela invite par conséquent les représentants à parvenir aussi rapidement que possible à un accord concernant la proposition libanaise.

17. M. ISSAKA (Togo) propose de suspendre la séance pour que la proposition libanaise puisse faire l'objet d'une discussion officieuse.

La séance est suspendue à 17 h 5; elle est reprise à 17 h 30.

18. M. CHAMMAS (Liban) dit qu'à la suite de consultations officieuses, sa délégation a apporté un certain nombre de modifications à sa proposition. Les paragraphes VII et VIII du texte amendé (A/C.2/L.948) prévoient désormais, en cas de partage égal des voix, de nouveaux tours de scrutin et non des tirages au sort. Le paragraphe IV ne mentionne plus le nombre de voix constituant la majorité absolue et il est précisé au paragraphe suivant que le quatrième tour de scrutin sera effectué lui aussi sur la base de la majorité absolue.

19. M. VARELA (Panama) dit que, dans l'intérêt de l'unanimité, sa délégation renonce à son opposition à la proposition à l'étude. Toutefois, au cas où une autre délégation soulèverait des objections, la délégation panaméenne se réserve le droit de réitérer celles qu'elle a formulées antérieurement.

20. M. FERNANDINI (Pérou), appuyé par M. PIÑERA (Chili) et M. DELGADO (Sénégal), propose de clore le débat et de poursuivre les travaux conformément à la version révisée de la proposition libanaise.

21. Le PRÉSIDENT dit qu'il estimera, s'il n'entend aucune objection, que la Commission a approuvé la procédure définie dans le document A/C.2/L.948.

Il en est ainsi décidé.

22. Après une brève discussion de procédure, M. NATORF (Pologne) présente une motion d'ajournement de la séance conformément à l'article 119 du règlement intérieur.

Par 45 voix contre 36, avec 19 abstentions, la motion est adoptée.

La séance est levée à 18 h 10.